

Depuis 30 ans, nous conseillons et accompagnons les entreprises françaises, suisses et belges ainsi que leurs filiales allemandes dans tous les aspects juridiques de leurs activités en Allemagne. Aux côtés des cadres dirigeants, des départements ressources humaines, des services juridique et financier ainsi que des équipes commerciales, nous assistons de la même manière les sociétés allemandes en France.



News | Droit social | Allemagne

Droit social allemand : hausse du salaire minimum et des règles concernant les « Minijobs » dès 2026

22 décembre 2025

À partir du 1er janvier 2026, des changements importants toucheront le secteur des petits emplois (« Minijobs » ou emplois à faible revenu) et le salaire minimum légal en Allemagne.

Ces nouveautés concernent surtout les personnes travaillant à temps partiel ou avec des contrats à faible revenu.

Voici ce qu'il faut retenir, en termes simples et clairs.

Nouvelle augmentation du salaire minimum en Allemagne

Le gouvernement allemand a décidé d'augmenter le salaire minimum en deux étapes :

- Dès le 1er janvier 2026, il passera à **13,90 euros brut par heure** (au lieu de 12,82 euros en 2025).
- En 2027, la deuxième étape suivra avec un minimum légal de **14,60 euros brut par heure**.

Cette hausse du salaire minimum concerne la grande majorité des salariés, sauf exceptions particulières :

- apprentis
- bénévoles
- personnes en formation
- et quelques autres cas spécifiques fixés par la loi.



Ulrich Martin DEA / DESE
Rechtsanwalt
martin@rechtsanwalt.fr
T + 33 (0) 3 88 45 65 45



Michael Ott
Rechtsanwalt
ott@rechtsanwalt.fr
T + 33 (0) 3 88 45 65 45



Jörg Luft
Rechtsanwalt
luft@rechtsanwalt.fr
T + 49 (0) 7221 30 23 70

www.rechtsanwalt.fr

Modifications du plafond de revenus pour les « Minijobs » en Allemagne

Avec l'augmentation du salaire minimum, le plafond de revenus des « Minijobs » (emplois à faible revenu et sans imposition sociale complète) sera également relevé :

- À partir du 1er janvier 2026, le montant maximum autorisé pour un « Minijob » sera de **603 euros par mois** (contre 556 euros en 2025).
- Ce plafond continue à s'ajuster automatiquement avec toute nouvelle hausse du salaire minimum légal, pour permettre une petite activité à temps partiel sans dépasser le seuil autorisé.

L'objectif est de garantir que, dans le cadre d'un « Minijob », un salarié puisse travailler environ 10 heures par semaine, même si le salaire horaire augmente, sans devoir diminuer davantage son temps de travail.

« Minijobs » en Allemagne : plafond annuel, flexibilité et exceptions

Pour les salariés percevant des revenus variables ou des paiements exceptionnels (par exemple lors d'un remplacement d'un collègue), une certaine marge de tolérance est prévue.

Si le plafond est dépassé de manière imprévue, l'emploi peut exceptionnellement continuer à être considéré comme un « Minijob » à condition que le seuil ne soit pas dépassé plus de deux fois sur une période de douze mois, et que chaque dépassement ne soit pas supérieur à la limite mensuelle (603 euros).

Sur un an, cela signifie qu'en 2026 il est possible de gagner jusqu'à 8.442 euros dans le cadre d'un « Minijob », soit 14 fois le plafond mensuel.

Cependant, si le montant mensuel régulier du salaire dépasse cette limite, l'emploi ne sera plus considéré comme un « Minijob », mais comme un emploi ordinaire.

Avez-vous des questions concernant les nouvelles règles applicables aux « Minijobs » à partir de 2026 ?

Notre équipe spécialisée en droit allemand se tient à votre disposition pour y répondre : welcome@rechtsanwalt.fr

[Nous contacter](#)

 **EPP TAX** EXPERTISE
COMPTABLE

Avec le développement de notre branche d'activité EPP TAX, nous accompagnons les sociétés françaises, belges et suisses et leurs filiales en Allemagne dans toutes les problématiques fiscales, comptables et de gestion des ressources humaines rencontrées outre-Rhin.
welcome@expertisecomptable.de